

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 15 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

Route de Vauvert
30600 Vestric-et-Candiac

Références : 2025-07-
Code AIOT : 0006605731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac.

La visite a pour objet de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-005-DREAL du 14 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac
- Code AIOT : 0006605731 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Communauté de Communes Rhony-Vistre-Vidourle (CCRVV) a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.154N du 24 octobre 2014, l'autorisant à exploiter une déchetterie et une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts sur la commune de Vestric et Candiac au titre des rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 sous le régime de l'autorisation.

Au vu de l'évolution croissante du volume d'activité de broyage, la CCRVV a souhaité agrandir la plate-forme de déchets verts.

L'arrêté préfectoral n°15.114N autorisant l'extension de la plate-forme de déchets verts et réglementant la déchetterie a été délivré à la CCRVV le 28 juillet 2015, complété et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-184-DREAL du 25 novembre 2020.

Contexte de l'inspection : Récolement, Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

A l'occasion de cette visite, l'Inspection a relevé l'absence de plan de défense incendie et de réalisation d'exercices de défense contre l'incendie, dispositions applicables à ces installations depuis juillet 2024 conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre notamment de la rubrique 2710 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant s'est engagé à respecter ces dispositions sous 2 mois, et d'en transmettre une copie au SDIS et à l'Inspection dans

le même délai.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque d'inondation	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Valeurs limites de rejet	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite a conduit l'Inspection à constater que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-005-DREAL du 14 janvier 2025 ont été respectées. Cette mise en demeure peut être levée.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Prévention du risque d'inondation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention du risque d'inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 13/11/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2025
Prescription contrôlée : <p>La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle, de SIRET 24300056900067, dont le siège social est situé au 2, avenue de la Fontanisse, 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX, est mise en demeure, pour sa déchetterie sise Route de Vauvert, sur la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC :</p> <ul style="list-style-type: none">• de respecter les dispositions de l'article 4.8. de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 modifié susvisé, en arrimant les bennes de transit de déchets non dangereux aux structures fixes de la déchetterie afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats : <p>Il a été constaté la mise en place d'un dispositif d'arrimage amovible des 7 bennes de déchets non dangereux (placo x 2, écomaison, DIB incinérables, bois, métaux, cartons) et du container des DEEE entreposés sur la plateforme en bas de quai, afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation. Il s'agit d'un système d'ancrage au sol sur un socle en béton avec une chaîne amovible qui est accrochée aux bennes et au container des DEEE.</p> <p>Une consigne écrite, décrivant la procédure d'arrimage des bennes en cas de réception d'un message d'alerte de risque d'inondation, est mise à la disposition du personnel dans le bureau d'accueil à l'entrée du site et dans le local des gardiens au niveau de la déchetterie.</p> <p>Ce constat respecte la 1ère prescription de l'article 1 de la mise en demeure du 14 janvier 2025 qui peut être levée sur ce point.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.
Thème(s) : Risques chroniques - Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 13/11/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
Prescription contrôlée : <p>La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle, de SIRET 24300056900067, dont le siège social est situé au 2, avenue de la Fontanisse, 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX, est mise en demeure, pour sa déchetterie sise Route de Vauvert, sur la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC :</p> <ul style="list-style-type: none">• de respecter les dispositions de l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 modifié susvisé, en réalisant des prélèvements et analyses sur les rejets aqueux des installations et en mettant en place, le cas échéant, les actions correctives nécessaires pour que ces rejets respectent les valeurs limites prescrites à ce même article, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats : <p>Un rapport d'analyse établi par le laboratoire Eurofins en date du 16/01/2025, sur des échantillons prélevés sur les rejets en sortie du séparateur du bassin de rétention de la déchetterie le 16/12/2024, a été transmis par courriel en date du 16/01/2025. Toutefois, les résultats indiquent des dépassements importants sur les paramètres DCO (355 mg/l > 125 mg/l) et DBO5 (110 mg/l > 30 mg/l), et léger sur les cyanures totaux (0,12 mg/l > 0,1 mg/l). Les résultats sur les autres paramètres analysés étaient conformes.</p> <p>Néanmoins, ces prélèvements ayant été réalisés avant la vidange du séparateur (qui n'avait jamais été faite) qui a eu lieu le 09/01/2025, de nouvelles analyses ont été faites sur les rejets en date du 27/06/2025, dont les résultats sur les paramètres DBO5, DCO et cyanures étaient tous conformes car inférieurs aux valeurs limites prescrites à l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 modifié susvisé.</p> <p>Ce constat respecte les dispositions de la 2ème prescription de l'article 1. de la mise en demeure du 14 janvier 2025 susvisé qui peut être levée sur ce point.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1.
Thème(s) : Risques chroniques - Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 13/11/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025
Prescription contrôlée : <p>La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle, de SIRET 24300056900067, dont le siège social est situé au 2, avenue de la Fontanisse, 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX, est mise en demeure, pour sa déchetterie sise Route de Vauvert, sur la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC :</p> <ul style="list-style-type: none">• de respecter les dispositions de l'article 4.6. de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 modifié susvisé, en effectuant la vidange et le nettoyage des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures du site de la déchetterie, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <p>Des justificatifs de réalisation de la vidange des hydrocarbures et des boues du débourbeur séparateur d'hydrocarbures de la déchetterie réalisée en date du 09/01/2025 (BSD n°20250107-9HW74736Q du 14/01/2025 pour 3 tonnes de boues hydrocarburées, et BSD n°20250107-M9GBMHPV du 14/01/2025 pour 3 tonnes d'eaux hydrocarburées), ont été transmis par courriel en date du 16/01/2025.</p> <p>Ce constat respecte la 3ème prescription de l'article 1. de la mise en demeure du 14 janvier 2025 qui peut être levée sur ce point.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure